

Programme des revendications du **Mouvement des Nigériens pour la Justice** **(M.N.J)**

PREAMBULE :

Depuis le déclenchement de la première rébellion armée (1991-19992) au Niger, à nos jours, nous avons connus 02 pouvoirs de transition, 02 coups d'Etats militaires, 02 régimes démocratiquement élus.

Cette situation d'incertitude politique traduit largement le malaise des communautés nigériennes à adhérer pleinement aux discours des différents régimes qui se sont succédés.

Les affaires, la corruption gouvernent le pays et la mal gouvernance règne partout.

Malgré tout beaucoup d'espairs ont été fondés ça et là pour permettre à la première flamme de la Paix de voir le jour.

La volonté nationale affichée par les pouvoirs politiques s'investit davantage dans les zones à fortes potentialités électorales que de réduire les inégalités et la pauvreté dans cette région dont les ressources alimentent plus 50% le budget national.

Depuis, que des injustices ont été recensées sur le plan politique par l'assassinat de personnalités politiques comme **Mano Dayak, Chahaï Barka, Mohamed Inalher**, jusqu'au président de la république **Ibrahim Baré Maïnassara**.

Tous ces Fils du Pays, assassinés par leur mère (patrie), **avec la complicité de certaines forces étrangères très influentes**, n'ont jamais bénéficiés même à titre posthume d'un procès juste.

Des procès iniques et des emprisonnements des journalistes pour avoir informés le peuple sur des crimes, apparentés à une prédation sans limite des biens publics ; une gestion dictatoriale clanique et partisane basée sur le clientélisme, les passe-droits, au vu et au su d'une assemblée nationale complice, dont la seule obsession est l'enrichissement immédiat.

Cela explique l'entêtement inflexible du gouvernement à démontrer que le Niger n'est pas dernier au classement sur L'IDH ; au mépris des populations qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté.

Sur le plan social et syndical des mouvements d'arrêt de travail, jusqu'à la désobéissance civile ont été observés encore sans solution juste et effective. Encore, le mépris et la répression gratuite restent la seule option de gestion de crises, par les différents gouvernements.

Sur le plan militaire, une politisation grandissante de cette institution l'a conduit à des dérapages sans merci, en créant de toute pièce des « coups d'Etat fictifs » pour se débarrasser des indésirables officiers, sous officiers, et hommes de troupes : arrestations arbitraires, procès inéquitables, libération et radiation sans motifs valables.

Cette injustice a porté un coup dur sur le sentiment d'appartenir à une famille unie, une carrière militaire basée sur le mérite, au profit des considérations ethno régionaliste et partisans.

Au niveau des gouvernants une profonde politisation de l'administration a creusé un fossé de plus en plus large entre eux et les citoyens ;

Cela est caractérisé par des marchandages, des partages ou récompenses au détriment des compétences, avec au finish une administration hétéroclite, aux missions indéfinies, où le laisser aller côtoie un affairisme effréné et des prestations parallèles.

Tout ceci traduit une inefficacité évidente de l'administration et un sentiment de citoyen de plus en plus laissé à lui même.

Nonobstant cette situation accablante pour le Niger, Il est difficile d'admettre un recours aux armes ; mais il n'est pas encore tard pour que la classe politique nigérienne examine avec recul et responsabilité, sans esprit partisan la situation de notre Pays en particulier les diversités culturelles géographiques socioéconomiques des régions sahariennes.

Il en découlera sans nul doute la nécessité de leur entière implication dans la gestion de leur terroir.

Leur devoir à tous n'est il pas « d'organiser la cité au bien être des citoyens ? »

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, pour sa part, conditionne la Paix définitive à la satisfaction de ses revendications.

Introduction :

Les revendications du **Mouvement des Nigériens pour la Justice** (MNJ) complète le cadre des accords de paix déjà signés entre l'ex rébellion armée et le gouvernement du Niger.

Le MNJ souligne l'indispensable nécessité de poursuivre l'application de ces accords jusqu'à leur terme final.

En guise de complément, les populations **de l'Aïr, de l'Azawagh, du Manga et de Tillabery** connaissent des difficultés énormes et des injustices de toutes sortes, quand à leur insertion économique, sociale et politique dans le tissu national.

Ces difficultés touchent les domaines suivants :

- Politique
- Agriculture

- Santé
- Education

- Tourisme et artisanat
- Commerce

- Administration
- Sécurité

- Finance et plan
- Mines et industries

- Elevage (agriculture)
- Voies de communications
- Justice

Le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) réclame la fin de cette injustice par un réaménagement touchant tous les domaines de la vie tels que :

1. Politique

Le système politique Nigérien est une démocratie pluraliste. Les différents partis politiques se créent et s'allient non pas pour des raisons idéologiques mais pour le « partage du gâteau ».

Les raisons ethno régionalistes déterminent le choix électoral au détriment d'un programme politique axé sur la justice et le développement économique et social équitable.

La pauvreté ambiante et l'utilisation de l'argent pour les campagnes électorales handicapent davantage l'esprit du choix électoral.

Les alliances contre nature au niveau de l'assemblée nationale, aboutissent à des groupes d'intérêt économiques, se partageant les marchés publics et servant de chambre d'enregistrement à un gouvernement composé des parents amis et connaissance, qui confondent la situation économique désastreuse du Pays avec la situation de confort arrogant dans laquelle ils vivent.

On comprend l'insolence des déclarations tendant à démentir les situations de famines et le rang de dernier de la planète.

Les représentants de l'Etat dans les régions se comportent plus en « mercenaires politiques » chargés de défendre les intérêts personnels et des partis amis au lieu de la gestion dynamique juste et transparente pour le développement des populations administrées.

La justice n'échappe pas à la tragédie, l'argent et les relations en haute sphère garantissent l'impunité quels que soient les crimes et abus.

Au niveau de certaines régions et la région d'Agadez en particulier :

- La plus grande région en terme de superficie
- La plus grande en terme potentialités économiques et culturelles
- Aucun investissement visible contrastant avec une capitale en plein essor économique.
- Sous représentativité flagrante au niveau de la fonction publique et les sociétés régionale et pire au niveau national ; (90% des ses fonctionnaires viennent des autres régions, pour un taux de chômage 80%, avec les même diplômes sinon mieux), 12 % de la main d'œuvre des sociétés minières ;
- Aucun poste de responsabilité dans les sociétés et les directions de la région.

- Sous représentativité politique (5 députés sur plus d'une centaine ; 2 ministres sur plus d'une vingtaine...) pour une région qui représente les _ de la superficie nationale.
- Sous représentativité à l'université et les écoles professionnelles (les conditions pour la poursuite des études sont devenues extrêmement difficiles).
- Un système éducatif en délabrement, un niveau des élèves inquiétant, un important taux de déperdition scolaire.
- Un système de santé en décomposition qui ne tient pas compte de la composante nomade
- Aucunes infrastructures pour la viabilisation durable des zones minières
- Des financements des ouvrages qui ne sont jamais finis sans respect des normes et de délais, comme pour l'Aéroport moderne Mano Dayak et l'Hôpital de référence.
- Une armée et une police suspicieuses et corrompues qui se comportent en territoire conquis face à des populations terrorisées qu'elles sont censées sécuriser.
- **une administration qui parle avec mépris et arrogance en terme de « vous » la population et « nous » de l'Etat**, exprimant là le néocolonialisme des fonctionnaires.
- Des services techniques en hibernation sans moyens ni motivation assument mal leur fonction et leur rôle, gonflant inutilement le budget national.
- Le Niger a t il besoin d'exclure une frange de sa population pour son développement ?
- Braderies des permis de recherche miniers avec la plus grande opacité et sans aucune consultation ni profits aux populations autochtones ; l'importation de la main d'œuvre non qualifiée par les sociétés chinoises de recherche de pétrole en est l'illustration.
- Le simulacre de décentralisation qui se caractérise par une plus grande démission de l'Etat. Le transfert de certains pouvoirs aux communes n'est pas suivi des moyens financiers indispensables pour la mise en place effective de la décentralisation.

- Les retards et les dysfonctionnements observés çà et là sont sciemment entretenus pour faire échouer le processus.
- Les critères de diplômes doivent être considérés au même titre que ceux de l'expérience dans le milieu pour résorber la question de chômage de la jeunesse.
- les partis politiques de toute tendance (gauche- centre -droite) créés, ont géré le Pays sans conviction idéologique, se sont transformés en des groupes ethno régionalistes pour se partager le pouvoir et occuper des postes.
- Faut-il ignorer volontairement cette réalité et taxer de régionaliste toute volonté des populations autochtones, de réclamer le pouvoir de s'autogérer ?

Pour la majorité des citoyens le Niger se limite à Niamey la capitale (1000 Km).

Cette situation plus qu'alarmante est une véritable bombe à retardement qui menace l'existence même du pays.

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)** exige la tenue d'un forum pour des réflexions impartiales pour une réforme globale de la politique du Niger en général et des régions sus citées en particulier.

2. Mines et industries :

Les mines sont gérées de façon mafieuse, et constituent un fond politique énorme avec des recrutements partisans et qui excluent les populations autochtones, des nominations récompensées dans un cercle étroit toutes choses qui jurent avec la bonne gestion au service du développement.

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, exige de revoir et corriger les injustices que subissent les travailleurs de la sous-traitance dans les unités de productions d'uranium à Arlit et des sociétés chinoises de recherches de pétrole.

En effet ces travailleurs sont envoyés dans des carrières, les mines et les usines sans aucune protection.

Ils sont victimes des traitements dégradants et discriminatoires dans leur salaire, les transports, les soins de santé.

Le **MNJ** exige la revalorisation du prix de l'Uranium Nigérien et des meilleures conditions de vie et de travail dans toutes les sociétés des régions sus citées.

Le **MNJ** réclame : des mesures nominatives aux postes suivants des sociétés minières

- Chef de personnel
- Directeur d'exploitation
- Services achats

En outre le **MNJ** exige :

- L'ouverture d'une enquête scientifique indépendante pour déterminer l'état de lieu en matière de pollution et les conséquences de l'exploitation minière sur l'environnement et sur la santé des populations des zones concernées
- Une participation des sociétés d'exploitation d'uranium à la mise en valeur des zones d'exploitations, pour participer au développement durable et faire de cet espace austère et dangereux une place où il fait bon vivre.
- Une politique axée sur un environnement sain pour les générations futures, un contrôle sévère et l'interdiction de la réutilisation de matériel pollué récupéré par les populations locales;
- L'arrêt immédiat de la braderie des permis d'exploitation pour une gestion parcimonieuse et responsable des richesses minières.
- un quota de 90 % des emplois des sociétés minières aux populations autochtones ;
- un versement de 50 % des revenus des sociétés d'exploitation au profit des collectivités locales.

- la construction des nouvelles cités d'Habitation loin des zones à risque ;
- l'arrêt de toutes les recherches dans les zones d'élevage
- fermeture de toutes les anciennes carrières et une gestion transparente des déchets toxiques.
- La subvention par les sociétés d'exploitation de l'uranium et du charbon de l'éclairage des grandes citées de la région.

2. Administration :

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, refuse que les citoyens des régions de **l'Aïr, du Kawar du Manga et de l'Azawagh** continuent d'assister en spectateurs passifs aux décisions censées régir leurs destinées et réclame leur participation pleine et entière à la gestion de la chose publique au niveau régional mais aussi national.

Les chefs traditionnels, incontournables, doivent être réhabilités pour jouer leur rôle et participer pleinement à la gestion traditionnelle du terroir.

Au niveau des régions, les postes de gouverneurs (**Agadez, Tahoua, Diffa et Tillabery**) et les préfets (**Arlit, Tchirozerine, Bilma, Abalak, Tanout ...**) doivent revenir aux ressortissants de ces régions en lieu et place du mercenariat habituel.

Au niveau des directions régionales des sociétés publiques et para publiques et des services techniques, les cadres cités plus haut doivent concevoir et animer la gestion du développement.

L'agence nationale pour la promotion de l'emploi doit strictement privilégier la préférence autochtone pour résorber le chômage;

L'affectation du patrimoine de la **SERTA** aux collectivités locales.

Le remplacement des cadres doit se faire uniquement dans le cadre interne et régional.

3. Sécurité et Défense :

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)** constate que les intégrés au sein des **FNIS** souffrent du diktat des **FAN**, du manque de confiance de l'Etat et n'ont aucune chance de progression de carrière dans un Etat qui les regarde comme potentiellement dangereux alors que le vrai danger pour la république est dans le bouillonnement silencieux de la grande muette.

Le **MNJ** exige comme principe de base en ce domaine, de démarquer la sécurité de la défense.

Pour mieux asseoir la sécurité dans l'espace Saharien,

Le **MNJ** réclame :

- La création d'un Etat major des **USS** basé à Agadez
- La création d'un commandement régional de la sécurité assuré par les USS (sécurité des zones Sahariennes) et la police (sécurité urbaine)
- Mise sur pieds de 04 bataillons des **USS** dans les zones de **l'Aïr, du Kawar, de l'Azawagh et du Manga.**

Ces bataillons ont pour charge d'assurer toutes les missions de sécurité dans les zones Sahariennes nomades.

Ils doivent être la première force publique au contact des populations nomades.

Une intégration de 3000 combattants au profit des 04 bataillons, doit s'opérer en complément des 13 années sans recrutement.

Un recrutement annuel de 200 personnes au profit des bataillons doit être effectif.

Une formation continue et des stages appropriés des éléments des USS doivent avoir lieu en permanence.

Au niveau des forces armées nigériennes (FAN) la présence des communautés nomades est insignifiante.

Désormais des quotas doivent être attribués et respectés pour tenir compte de l'équilibre régional et communautaire dans la construction du pays.

Nous réclamons leur présence dans les échelons des hiérarchies militaire :

Au niveau des FAN :

- 02 grades de généraux
- 05 grades de colonels
- 10 grades de commandants
- 20 grades de capitaines
- 40 grades de lieutenants
- 160 grades de sous officiers supérieurs
- 300 grades de sous officiers subalternes
- 2000 hommes de troupes à recruter
- Un recrutement annuel de 300 éléments

Le commandement des zones de défense **d'Agadez, Tahoua, et Diffa** doit associer les officiers issus des populations autochtones.

Au niveau de la gendarmerie

- 05 grades de commandants
- 10 grades de capitaines
- 20 grades de lieutenants
- 100 sous officiers supérieurs
- 200 sous officiers subalternes
- Recrutement annuel obligatoire de 100 élèves gendarmes

Au niveau de la police

- 40 commissaires pour les régions d'Agadez Tahoua et Diffa
- 80 inspecteurs de police
- Intégration de 500 élèves tout grade confondu
- Recrutement annuel de 50 élèves policiers.

Au niveau de la Douane

- Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)** réclame la création immédiate de Directions régionales des douanes à Tahoua, Agadez, et Diffa.
- Les cadres de la douane ressortissants de ces zones doivent bénéficier de 06 chefs de bureau

- Une intégration de 300 élèves
- Un recrutement annuel obligatoire de 100 élèves

Au niveau des eaux et forêts

- 05 grades de colonels
- 10 grades de commandants avec formation appropriée
- Intégration de 100 élèves
- Recrutement annuel de 50 éléments

4. Agriculture :

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, exige dans ce domaine :

La mise en valeur des énormes potentiels agricoles des régions au profit des populations locales à savoir :

- L'exonération des produits agricoles pendant 15 ans
- Création de banques régionales pour le développement agricole à **Agadez, Tahoua , Diffa et Tillabery.**
- Multiplication de coopératives agricoles communales
- La signature de convention de coopération avec les Etats voisins pour faciliter l'écoulement de la production agricole
- Multiplication des systèmes d'irrigation(sikerat, amidar, irazer, tchirawayene...)
- Multiplication de système de retenu d'eau et de protections de sols dans les Oasis et vallées cultivables
- La création des unités de transformation et de conservation des produits agricoles

5. Elevage / environnement:

Il est couramment admis que toute terre non cultivée est vacante de sorte que pour peu qu'un agriculteur plante quelques tiges de mil quelque part, la terre lui revient et il pourra y exercer un droit foncier.

Quant à l'éleveur, ses territoires de pâturage ainsi que celles de ses ancêtres ne lui étaient reconnus par aucun texte juridique.

Vu les bouleversements climatiques et les conséquences désastreuses des sécheresses sur le secteur de l'élevage une nouvelle politique axée sur un élevage intensif s'avère nécessaire et possible.

- La reconnaissance du droit foncier des aires de pâturage garanti par les chefs traditionnels ;
- Création des structures financières régionales encourageant le développement des activités pastorales.
- Forages à proximité des zones d'élevage
- Banques d'aliment pour bétail
- La reconstitution du cheptel
- La commercialisation du bétail et des produits dérivés de l'élevage
- L'implantation d'unités de transformation et de conservation des produits d'élevage ;
- Protection des aires des pâturages
- Amélioration des services et création des cliniques vétérinaires
- Financement de l'élevage d'embouche
- En cas de reconversion des éleveurs un appui technique adéquat et un suivi constant sont impératifs
- Arrêt immédiat et sans condition des missions clandestines de massacres de la faune.

6. Commerce :

- Banque d'investissement régionale des opérateurs économiques locaux
- Exonération fiscales et douanière des activités commerciales et service des opérateurs économiques locaux pour 15 ans
- Exonération fiscale et douanière des produits alimentaires de première nécessité pour 15 ans
- Créer les conditions pour mettre en place des conventions de partenariat économique et des ententes commerciales avec les Pays voisins **Mali Algérie, Libye**
- Ouverture du marché et arrêt du monopole de la SONIDEP pour diminuer la dépendance du Nigeria
- Redynamiser et restructurer la SONICHAR pour réorienter ses activités sur le développement local.
- Utilisation du charbon minéral pour arrêt de la coupe du bois vert
- Implication des populations locales dans la structure de gestion de la chambre de commerce ;
- Création d'un centre de formation et d'encadrement sur les techniques commerciales.

7. Tourisme et artisanat :

- Réhabilitation des Aéroports aux normes internationales
- Mise en place de fonds d'investissement pour le développement de l'activité touristique à Agadez.
- Recensement et protection de tout le patrimoine touristique

- Construction d'un musée régional à Agadez
- Restitution de tout le patrimoine touristique et scientifique soustrait à Agadez
- Réhabiliter et promouvoir les unités hôtelières
- Réduction des taxes aéroportuaires pour inciter la desserte
- Levée des visas touristiques pour une durée de 15 ans
- Promotion de l'artisanat et du tourisme
- Création d'un IUT de Tourisme

8. Finances, Economie et Plan :

- Permettre une plus grande transparence dans les finances publiques et la gestion des retombées des ressources minières au niveau régionales par la mise en place d'un organe local de contrôle ;
- Une gestion transparente du système de péage routier à restituer aux collectivités décentralisées.
- Création d'une direction régionale des douanes à Agadez
- Décentralisation du budget annuel dans toutes les directions régionales du pays y compris le budget d'investissement ;
- Mise en place d'une banque d'aide aux populations défavorisées avec un système de crédit qui tienne compte de la non disponibilité de garantie.
- 50 % des recettes douanières régionales à allouer aux collectivités locales.
- arrêt des exonérations douanières à allouer aux sociétés qui exploitent les richesses du Pays.

9. Education :

- Enseignement obligatoire de la langue **Tamasheq** et de l'écriture **Tifinagh** dans les régions de Tahoua et Agadez et Tillabery;
- Un vaste programme d'alphabétisation en Tifinagh
- Multiplication des écoles nomades
- Mise en place des cantines scolaires et internats ou subventions aux tuteurs ;
- Réadaptation des manuels scolaires qui tiennent compte du mode de vie et des besoins des populations
- Formation en quantité des enseignants de carrière et arrêt pur et simple du système de contractuel inefficace et dégradant.
- Multiplication des projets de financement pour l'éducation des jeunes filles
- Création d'institutions d'enseignement supérieur et technique dans les régions sahariennes

10. Culture

Pour développer une culture il faut la connaître, et les locaux doivent penser, concevoir et animer l'élan culturel

- Développement et protection du patrimoine culturel touareg
- Redynamisation des directions régionales de la culture en associant les cultures **touaregs, Kawari et Agadezienne,**
- Crédit à l'encouragement à la création artistique et culturelle ;
- Créer un fond pour l'appui aux manifestations culturelles (festival de l'Air, foires, cure salée, festival du Kavar...)

11. Santé :

- Le système de santé du Niger est pensé sur une population sédentaire concentrée dans des aires de moins de 15 kilomètres , la population pastorale dispersée doit jouir de son droit inaliénable à la santé pour tous ;
- Un vaste programme de formation des agents de santé ressortissants de la région, pour mettre fin à l'absentéisme et l'affairisme chronique des agents ressortissants des autres régions plus habitués à un style de vie sédentaire.
- Réhabilitation et fourniture de soins de qualité et gratuits pour les populations des zones d'exploitation minières
- La construction, la réhabilitation et l'équipement des unités sanitaires en moyens humains et matériel et en médicaments
- Mise en place d'une unité d'assainissement et de démoustication dans les différents centres urbains des régions ;
- La construction des systèmes d'évacuation des eaux usées dans les villes sus citées.
- La réhabilitation des normes (années 1980) de qualité et de sécurités dans les mines et les Hôpitaux et utilisation des personnels qualifiés expatriés.
- Réhabilitation de l'hôpital régional et des hôpitaux départementaux de Agadez, Tahoua, Diffa, Tillabery
- Gratuité des soins sur toute l'étendue régionale
- Sensibilisation des populations nomades sur le SIDA
- Couverture sanitaires des victimes de l'extraction minière et leur indemnisation

- Multiplication du point de santé animale
- Création des centres de formation en santé humaine et animale.

12. Voies de communication

Dans les domaines de l'équipement et de la communication :
désenclavement des régions :

Reprise et bitumage des axes routiers principaux :

- axe Tahoua -Agadez- Arlit
- Axe Arlit - Assamaka
- Axe Arlit – Gougaram – Iferouane – Timia
- Axe Agadez- Tabelot – Timia
- Axe Agadez – Elmecki – Tima
- Axe Agadez- Tafadak – Tamazlak –Anoumakaren
- Axe Tchirozerine – Tafadek - Egandawel
- Axe Tchirozerine – Agharous – Ingall
- Axe Ingall – Tiguida – Inabaghret – Tassara – Tilia – Tahoua
- Transsaharienne vers la libye
- Réalisation de l'aérodrome de Tabelot
- Electrification des chefs lieux des communes
- Une couverture de communication téléphonique et du réseau Internet des chefs lieux des communes

13. Justice et droits de l'Homme:

Convaincu que l'injustice constitue le plus grand risque de désintégration de la nation.

Le **MNJ** reste intransigeant devant la nécessité d'un respect scrupuleux de la JUSTICE PRATIQUE ET EQUITABLE pour tous les citoyens.

Il exige par ailleurs que les **assassins** des personnalités citées ci haut soient traduits devant une **justice libre et indépendante** au service de la nation.

Pour ce faire, c'est un besoin vital pour le Niger que lumière soit faite sur ces crimes graves.

De l'oligarchie érigée en système de gestion de l'Etat, le règne de la psychose pour se garantir le pouvoir, constituent sans nul doute un frein à l'expression sans complexe des talents ; donc porteur de sous développement.

La liberté de la presse dans un **Etat de droit**, est une garantie constitutionnelle et ne doit souffrir d'aucun compromis ni de complaisance.

La société civile **est la Nation** et le gouvernement n'est qu'au service de la Nation.

L'Etat se doit d'apporter des solutions aux préoccupations de la société et non de se ranger en opposition à toute demande du peuple souverain.

Le droit à l'éducation à la santé et à la sécurité sous toutes ses formes ne doit souffrir d'aucun laxisme.

En résumé, la JUSTICE doit être au service du peuple et non un instrument chargé de valider les déraillements du pouvoir.

Conclusion

La région d'Agadez comme les autres est une entité socioéconomique et culturelle authentique.

C'est une région autosuffisante dans le pays le plus pauvre de la planète.

Une politique basée sur son administration et l'exploitation de ses richesses, par les autres composantes de la nation ; son exclusion de toutes les décisions régionales, sa sous représentativité sur l'échiquier national, lui donne un autre goût que celui d'une véritable démocratie.

L'obligation qui lui est faite d'appartenir à une république qui fait tout pour la frustrer, qui lui dénie tous ses droits pour des raisons de poids électoral, la terreur répressive comme moyen de consolidation nationale au détriment de la justice et de la symbiose des peuples est loin d'être une politique adéquate et de confiance mutuelle.

Après avoir expérimenté la politique de la résignation générale et de l'assimilation serviable, cela ne nous a pas épargné des clichés de subversifs et de dangereux, situation qui risque de perdurer tant que nous ne déciderions pas de notre avenir.

Devant le péril de la République qui nous menace tous en tant que peuple fier d'appartenir à une communauté, animée d'un sentiment de respect mutuel et garantissant les mêmes chances pour tous.

**Le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ),
pense désormais que la représentation des touaregs, et des autres communautés en tant que minorité visible et peuples autochtones, dans le gouvernement et tous ses démembrements, doit être consacrée par la constitution de façon irréversible.**